

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VENTE D'ARMES PAR LA GRANDE-BRETAGNE À L'AFRIQUE DU SUD—LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PREMIER MINISTRE DU ROYAUME-UNI

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si au cours de ses conversations avec le premier ministre de la Grande-Bretagne, il a réussi à persuader son homologue britannique de changer la position de son gouvernement en matière de vente d'armes à l'Afrique du Sud.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Bien, monsieur l'Orateur, j'ai eu de très intéressantes conversations avec le premier ministre de la Grande-Bretagne. Je n'ai pas exigé de lui qu'il me dise ce que serait en fin de compte sa position. J'ai simplement voulu lui faire comprendre qu'il serait dans notre intérêt à tous si nous allions à Singapour participer à ces rencontres où les représentants de tous les pays seraient libres d'exprimer leurs vues. On pourrait, espérons-le, trouver moyen de maintenir le Commonwealth en vie et en bonne santé.

**M. Lewis:** Comme on a annoncé que trois dirigeants de pays africains auraient, par suite de la déclaration de M. Heath hier à Ottawa, remis en question leur participation à la conférence, le premier ministre en a-t-il entretenu M. Heath, et a-t-il jugé opportun de tenter de persuader les leaders africains de se rendre à Singapour malgré la déclaration de M. Heath.

**L'hon. M. Trudeau:** Nous ne sommes renseignés que par les actualités au sujet des déclarations qu'auraient faites les leaders africains. Nous n'avons aucune nouvelle directe de ce qu'ils sont censés avoir dit. La Chambre sait que j'ai prié le professeur Head de leur rendre visite la semaine dernière pour les mettre au fait du point de vue canadien. En effet, après mon entretien d'hier soir avec M. Heath, j'ai communiqué à nouveau avec le président Nyerere, exprimant l'espoir que le résultat serait celui que j'ai indiqué en réponse à la première question.

\* \* \*

## RADIO-CANADA

LES ATTAQUES MALVEILLANTES CONTRE DES DIGNITAIRES DE PASSAGE

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État. Pourrait-il communiquer avec Radio-Canada et prier cet organisme d'éviter à l'avenir des attaques personnelles malveillantes contre des dignitaires de passage, comme celle qui s'est produite ce matin immédiatement après les actualités où il était question du premier ministre du Royaume-Uni?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur le président, je suis tout disposé à faire enquête sur les allégations de l'honorable député et à transmettre ses inquiétudes à la direction de Radio-Canada.

## L'ÉNERGIE

L'ÉTUDE DES FORCES MARÉMOTRICES DE LA BAIE DE FUNDY

[Traduction]

**M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il nous indiquer aujourd'hui l'attitude de son ministère au sujet des études qu'on a faites sur le potentiel énergétique des marées de la baie de Fundy?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, le député avait eu l'amabilité hier de me donner préavis de cette question et je suis allé aux renseignements. Le Bureau des études marémotrices de l'Atlantique avait rédigé un rapport en octobre 1969 et, à cette époque, il avait conclu que la production d'énergie marémotrice n'était pas rentable. Ce rapport est à l'étude depuis cette date mais les conditions n'ont pas changé depuis octobre 1969 au point qu'une décision différente soit maintenant prise.

\* \* \*

## LA RADIOTÉLÉVISION

LA QUESTION D'UN SECOND CANAL À SYDNEY (N.-É.)

**M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Dans l'espoir que le ministre soit de ceux qui, en cette saison de l'année, se sentent habituellement plus généreux que d'ordinaire, puis-je lui demander s'il est en mesure de répondre aujourd'hui aux nombreuses demandes et instances que je lui ai présentées au sujet de la nécessité d'un second canal de télévision pour le cap Breton.

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur le président, je me suis renseigné à ce sujet, et je ne peux modifier ma réponse à l'honorable député que dans les termes suivants. Je lui disais, depuis quelque temps, «d'ici quelques semaines». Je puis maintenant lui dire «d'ici quelques jours».

[Traduction]

**M. Muir (Cape Breton-The Sydneys):** Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre se rend compte que j'ai bon espoir qu'une annonce sera faite à ce sujet cet après-midi.

[Plus tard]

LE SERVICE DE TÉLÉVISION DANS LE NORD DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

**M. Coates:** Oui, monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le secrétaire d'État. Peut-il nous dire quelles mesures seront prises pour assurer le service de télévision dans le Nord de la Nouvelle-Écosse?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (Secrétaire d'État):** Non, monsieur le président, mais je peux me renseigner là-dessus.